

ARRETE N°21-013 portant composition du Conseil portuaire du port de Loctudy - Ile-Tudy

## LE PRÉSIDENT DU SYNDICAT MIXTE

- Vu le Code des Transports et notamment ses articles R.5314-14 à R.5314-27 relatifs à la composition, aux compétences et au fonctionnement des conseils portuaires ;
- Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et liberté des Communes, Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 ;
- Vu la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;
- Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2017 277 0005 du 04 octobre 2017 portant création du Syndicat Mixte des ports de pêche-plaisance de Cornouaille qui devient autorité portuaire sur les ports de pêche-plaisance de Douarnenez, Audierne-Plouhinec, Saint-Guérolé-Penmarc'h, Le Guilvinec-Léchiagat, Loctudy-Ile-Tudy et Concarneau (partie pêche-plaisance) ;
- Vu l'arrêté n°20-008 du 9 octobre 2020 portant composition du Conseil portuaire du port de Loctudy - Ile-Tudy ;

Considérant qu'il revient au président du Syndicat mixte des ports de pêche-plaisance de Cornouaille d'établir la composition des Conseils Portuaires concernant les ports pour lesquels le Syndicat mixte est devenu autorité portuaire ;

Considérant que le mandat des membres du Conseil portuaire est arrivé à échéance le 24 janvier 2021 et qu'il convient de fixer la composition du Conseil portuaire qui s'appliquera au mandat suivant préalablement à la nomination des membres.

## ARRETE

### Article 1<sup>er</sup> :

La composition du Conseil portuaire du port de Loctudy - Ile-Tudy est établie comme suit :

- Le Président du Syndicat mixte des ports de pêche-plaisance de Cornouaille ou son représentant ;
- Un représentant de la Chambre de Commerce et d'Industrie Métropolitaine Bretagne Ouest (CCIMBO), concessionnaire en charge de l'exploitation du service public des ports de pêche de Cornouaille ;
- Un représentant désigné en son sein par le conseil municipal de la Commune de Loctudy sur le territoire de laquelle s'étend le port et au titre de la concession pour l'établissement et l'exploitation d'installations portuaires de plaisance dans l'embouchure de la rivière de Pont l'Abbé en amont des infrastructures pour la pêche et à l'intérieur des limites administratives du port de Loctudy ;
- Un représentant désigné en son sein par le conseil municipal de la Commune de l'Ile Tudy sur le territoire de laquelle s'étend le port et au titre de la concession pour l'établissement et l'exploitation d'équipements légers de plaisance ;
- Un représentant désigné en son sein par le conseil municipal de la Commune de Pont l'Abbé sur le territoire de laquelle s'étend le port ;
- Un membre du personnel du Syndicat mixte des ports de pêche-plaisance de Cornouaille ;

- Un membre du personnel de la CCIMBO, concessionnaire en charge des ports de pêche de Cornouaille ;
- Un membre du personnel communal de Loctudy au titre de la concession pour l'établissement et l'exploitation d'installations portuaires de plaisance dans l'embouchure de la rivière de Pont l'Abbé en amont des infrastructures pour la pêche et à l'intérieur des limites administratives du port de Loctudy ;
- Six usagers au titre de l'activité pêche dont :
  - Deux usagers désignés par le Président du Syndicat mixte des ports de pêche-plaisance de Cornouaille
  - Quatre usagers désignés par le Comité Départemental des Pêches Maritimes et Elevages Marins
- Trois usagers au titre de l'activité plaisance dont :
  - Un usager désigné par le Président du Syndicat mixte des ports de pêche-plaisance de Cornouaille
  - Deux usagers désignés par le Comité Local des Usagers Permanents des Installations Portuaires de Plaisance (CLUPIPP)

**Article 2 :**

Le présent arrêté annule et se substitue à l'arrêté n°20-008 du 9 octobre 2020.

**Article 3 :**

Les dispositions prévues à l'article 1<sup>er</sup> entreront en vigueur à la date à laquelle le présent arrêté sera rendu exécutoire.

**Article 4 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rennes dans un délai de deux mois à compter de son affichage, conformément à l'article R.421-5 du code de la justice administrative.

**Article 5 :**

La directrice générale des services est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Syndicat mixte et affiché sur le port concerné pendant une durée de deux mois ;

Fait à Pont l'Abbé, le -- 1 AVR. 2021

Le Président du Syndicat mixte des ports  
de pêche-plaisance de Cornouaille,

  
Michaël QUERNEZ